

Préface

Santé, hygiène et sécurité sont des termes distincts qui recouvrent des réalités proches et voisines. La promotion de l'amélioration des conditions de travail ainsi que la prévention médicale font partie intégrante des politiques de management tant dans le secteur privé que dans les fonctions publiques.

Alors même que l'Administration s'est forgée un dispositif propre, elle a pour objectif permanent de l'adapter au mieux aux évolutions des textes européens et de la législation du travail, particulièrement en matière de prévention des risques professionnels, privilégiant ainsi une unité d'action dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail dans les différentes fonctions publiques.

Au-delà du constat d'une stabilisation institutionnelle dans le domaine de la santé, de l'hygiène et de la sécurité, celui d'une meilleure mobilisation du dynamisme accru des administrations dans ces domaines est indéniable.

Les questions relatives aux conséquences sanitaires des conditions d'organisation de travail et à la prise en compte des risques individuels occupent une place croissante dans les actions menées par les comités d'hygiène et de sécurité.

Une démarche concertée de programmation et d'évaluation des mesures de prévention des risques professionnels est entreprise par une part croissante des administrations, notamment à travers l'élaboration du document unique, démontrant ainsi les progrès accomplis.

L'impact de ce document sur l'organisation des procédures de suivi et sur la gestion du dialogue social au sein de la fonction publique devient plus tangible au regard d'une part, de l'état d'avancement des documents uniques et d'autre part, des bilans annuels des actions menées par les ministères en matière de lutte contre certains types de risques.

Un facteur supplémentaire de progrès doit résulter de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 permettant l'émergence d'une politique d'évaluation des actions menées par les services de l'Administration dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

Le présent ouvrage présente l'intérêt majeur d'aborder des thématiques transversales et universelles de santé centrées autour de l'individu comme les droits des agents en matière d'hygiène et de sécurité, les conditions de travail, la situation des travailleurs handicapés.

L'analyse comparative effectuée entre les trois fonctions publiques offre un éclairage particulier sur l'importance des acteurs, des instances et des procédures dans le domaine de la santé, de l'hygiène et de la sécurité, tout en établissant un rapprochement avec les mécanismes de droit commun.

Il serait souhaitable qu'à travers cet état des lieux précis de la santé au travail, la perception de ses enjeux en soit poursuivie et améliorée dans les fonctions publiques grâce à la contribution des praticiens, des gestionnaires et à l'information toujours plus large des agents publics.

Paul Peny

**Directeur Général de l'Administration
et de la Fonction Publique**

Sommaire

Préface	3
Introduction	7
Première partie	
<i>L'aptitude médicale dans le contexte législatif et réglementaire de la fonction publique</i>	
Chapitre 1 - La fonction publique	17
1. La santé et la médecine du travail dans la fonction publique	17
2. La notion de service public	19
3. La notion d'établissement public	19
4. La notion d'agent public	20
5. Effectifs des personnes travaillant dans la fonction publique	23
6. La relation du « médecin du travail » avec l'Administration	23
7. Du statut de fonctionnaire à l'affectation de l'agent au poste de travail	26
Chapitre 2 - L'aptitude dans les fonctions publiques	31
1. Généralités	31
2. Formulation de l'aptitude médicale dans la fonction publique d'Etat	40
3. Modalités pratiques de mise en œuvre des obligations de rapport du médecin de prévention en matière de médecine statutaire...	54
4. Formulation de l'aptitude médicale dans la fonction publique territoriale	55
5. Formulation de l'aptitude médicale dans la fonction publique hospitalière	58
6. En conclusion	65
Chapitre 3 - L'emploi des personnes handicapées : évolution des concepts et des mentalités	67
1. Introduction	67
2. Définition législative du travailleur handicapé et du handicap : de 1957 à 2005	76
3. Nouveaux droits des personnes handicapées : la réforme de 2005	82
4. Nature des interventions médicales et non médicales dans l'inser- tion professionnelle et le maintien dans l'emploi d'une personne handicapée dans la fonction publique	85
5. Les correspondants « handicap » désignés au sein de la FPE	88
6. L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dans la fonction publique de 1987 à 2005	89
7. Modalités d'acquittement de l'obligation d'emploi par l'Adminis- tration	96

8. Modes de recrutement des travailleurs handicapés	99
9. Le maintien dans l'emploi des personnes handicapées	104
10. Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP)	108
11. Quelques données chiffrées relatives à l'emploi des personnes handicapées dans les fonctions publiques	109

Deuxième partie

*La Santé au travail, l'hygiène et la sécurité
dans la fonction publique*

<i>les médecins de prévention (FPE), de médecine préventive (FPT), et les médecins du travail du personnel hospitalier</i>	113
--	-----

Chapitre 4 - Analyse comparative de l'exercice de la santé au travail dans la fonction publique - Les surveillances médicales	115
1. Les objectifs de la « santé au travail » dans le secteur public.....	115
2. L'organisation de la surveillance médicale des agents de la fonc- tion publique	116
3. Surveillance médicale particulière dans le contexte de l'appren- tissage dans le secteur public	133
4. Le suivi médical après arrêt de l'exposition au risque professionnel	139
5. Fiche d'aptitude médicale/attestation de visite médicale effectuée	142
6. La contestation des propositions du « médecin du travail » par les agents et/ou l'Administration	144
Chapitre 5 - Analyse comparative de l'exercice de la santé au travail dans la fonction publique - L'action ergonomique en hygiène et sécurité	151
1. Définitions et objectifs de l'ergonomie.....	151
2. Le rôle du « médecin du travail » dans le dispositif hygiène et sécurité dans la fonction publique	156
3. Le dispositif hygiène et sécurité dans la fonction publique d'Etat	158
4. Le dispositif hygiène et sécurité dans la fonction publique terri- toriale	168
5. Le dispositif hygiène et sécurité dans la fonction publique hospi- talière.....	178
6. Conclusion.....	180
Chapitre 6 - Conditions d'exercice du « médecin du travail ».....	183
1. Les conditions particulières de l'exercice du « médecin du travail » dans la fonction publique hospitalière (FPH)	183
2. Les conditions d'exercice de la médecine de prévention (FPE) ..	185
3. Les conditions d'exercice de la médecine préventive (FPT - dénomination découlant de la loi de 2007).....	189
4. Responsabilité du médecin et de l'Administration en cas de pathologie professionnelle	195
5. Conclusion générale	196

Troisième partie
La médecine statutaire

<i>Le régime médico-social des fonctionnaires - Le médecin agréé</i>	197
Chapitre 7 - La prise en charge de la maladie	201
1. Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	201
2. Agents non titulaires	213
3. Comités médicaux	215
4. Commission départementale de réforme (CDR)	218
5. Inaptitude au poste de travail/à l'emploi/à l'exercice des fonctions en cours de carrière	220
Chapitre 8 - La prise en charge de la pathologie professionnelle	225
1. Accidents de service	225
2. Les maladies contractées ou aggravées dans l'exercice des fonctions ou maladies d'origine professionnelle	246
3. « Données chiffrées » sur les accidents de service et les maladies professionnelles dans la fonction publique	271
Chapitre 9 - Aptitude médicale en médecine statutaire et en Santé au travail et secret professionnel médical	277
1. Introduction	277
2. Rappels des règles déontologiques relatives à l'exercice de la médecine salariée et à celui de la médecine de contrôle	278
3. Les dérogations au secret médical spécifique à la pathologie professionnelle	282
4. Secret médical et examen médical d'embauche en médecine agréée	283
5. Certificat d'aptitude à l'embauche dans la fonction publique et secret médical	287
6. Secrets professionnels du médecin de prévention	290
7. Secret professionnel en relation avec des données médicales et pratiques administratives	298
8. Conclusion	303
Conclusion générale	305
Annexes	309
I - Protection sociale et médecine agréée	311
II - Hygiène, sécurité et médecine de prévention	343
III - Barème des pensions civiles et militaires	369
IV - Modèle de certificat d'aptitude médicale en médecine agréée	407
V - Comité médical et secret professionnel et médical	409